

# DE LA PLACE TAHRIR AU PEUPLE-MONDE

Pourquoi le virage ?

Nous étions de ceux qui comptions sur un sursaut des dirigeants du Sud pour, au nom du développement global entamé et en cohérence avec leur passé anti-impérialiste, profiter de l'implosion de 2008 et du déclin de la superpuissance US, pour remettre en cause, non le système capitaliste, mais au moins les " artificiers " de cette implosion. Nous nous sommes trompés ! La réalité est venue contredire cette hypothèse. Dont acte ! Sans doute avons-nous sous estimé l'unité et la concentration du système capitaliste mondial et pas rompu définitivement avec la vision découlant de l'ex contradiction Nord/Sud.

Le virage c'est le Printemps arabe. Les dirigeants du Sud, exceptés ceux de Turquie, non seulement n'ont pas voulu y voir un " réveil de l'histoire ", mais avant tout une perturbation dans leur gestion mercantiliste du quotidien. La peur de leurs peuples pousse les dirigeants du Sud, Chine en tête, à la collusion avec les " artificiers " du Nord. Nous en avons tiré les conséquences. Elles sont à l'origine du texte ci-contre.

## L'unité mondiale du capital financier !

3 chercheurs suisses (Stefania Vitali, James Glattfelder et Stefano Battiston) de l'école polytechnique fédérale de Zurich, des spécialistes des réseaux complexes, ont publié une étude qui laisse apparaître et confirme l'unité du capital à l'échelle mondiale. Leur étude s'appuie sur une base de données (Orbis 2007, produite par une société d'études privée belge Bureau van Dijk) référencant 37 millions d'entreprises et d'investisseurs à travers le monde. A partir de cette base de données, ils ont pointé les 43060 plus grandes entreprises mondiales et ont cherché à identifier tous les liens de détentions d'actions " partant de " ou " allant vers " ces firmes. (1006987 liens et 600508 acteurs). Il ressort de leurs conclusions que 737 firmes via le jeu des participations croisées contrôlent 80% de la valeur (mesurée par le chiffre d'affaires) de la totalité du réseau des 43060 multinationales. Et qu'à l'intérieur de ces 737 firmes, 147 firmes contrôlent 40% de la valeur totale du réseau constitué. (cf. le supplément du " Monde économique " du 29/11/11)

Au sein de ces 147 firmes, les trois quarts sont du secteur financier et se contrôlent mutuellement toujours par le jeu des participations croisées. Une de leurs conclusions : ces 147 sociétés forment une " super entité économique dans le réseau global des grandes sociétés ". Les 3 chercheurs mettent bien sûr en évidence à la fois le risque systémique d'une telle configuration du capital mondial, mais aussi le potentiel de collusion que représente une telle concentration des détenteurs d'actions. Un cartel de la finance existe !

Nous y trouvons la confirmation que la concentration/monopolisation du capital financier est mondiale, que le système capitaliste est unifié, a contrario de tous les points de vue qui parlent encore de capitalismes au pluriel, ou de " capitalisme inachevé " dans certaine région du monde. Cette concentration évoluera encore au gré de faillites ou de fusions/ acquisitions particulières, avec la montée en puissance, en haut du classement des 147 firmes, des groupes monopolistes originaires du Sud. Mais la distinction par origine nationale à ce niveau de concentration devient de plus en plus obsolète. Le monde de la valeur capitaliste a trouvé ses limites, son champ d'action est définitivement mondial, et son expansion est derrière lui. A moins qu'il ne se projette sur une nouvelle planète habitée! La mondialisation capitaliste

est achevée. L'ensemble des branches d'origine " nationale ", du capital financier, des diverses bourgeoisies Nord et Sud confondues, forment une synthèse intégrée que reflètent le noyau de ces 147 firmes.

A contrario, mais il faut se souvenir que la base de données, utilisée par les 3 chercheurs, date de 2007, avant la crise de 2008, le classement des 50 premières firmes porte encore la marque du passé. Les USA sont cités 23 fois, la Grande Bretagne 8 fois, la France 5, le Japon 4, la Suisse 3, l'Allemagne 2 ainsi que les Pays Bas, le Canada 1 fois ainsi que l'Italie et la Chine. Classement corrigé depuis par la revue américaine " Fortune " en 2011, qui place parmi les 10 premières entreprises mondiales 3 entreprises chinoises, talonnant 3 entreprises américaines. Il serait intéressant que les 3 chercheurs réactualisent leur classement depuis l'implosion du capitalisme financier américain et occidental de 2008. La pénétration des bourgeoisies du Sud dans le capital financier mondial apparaîtrait vraiment, plus que les données glanées au fil de l'actualité au quotidien.

Une autre source permet de se faire une idée du paysage du capital mondial. Le Conseil de Stabilité Financière (CSF), (émanation des banques centrales et des ministères de l'économie des Etats du G20), a publié courant novembre 2011 la liste des 29 banques dont le risque est considéré comme " systémique ". Dans cette liste les banques occidentales sont massivement représentées, ce qui est logique compte tenu de l'implosion de 2008 dont l'épicentre s'est situé aux USA. Sur les 29 banques, Dexia qui était dans cette liste est tombée, donc sur 28 banques, 15 se retrouvent dans la liste du " Top 50 " des 3 chercheurs suisses et les 13 autres doivent vraisemblablement se retrouver à un niveau inférieur dans celle des 147 premières mondiales.

Si on recoupe ces deux sources, il ressort : que les USA et la Grande Bretagne représentent 46% du total des 28 banques " systémiques "

"N'ayant pas encore eu accès à la liste complète des 147 firmes, nous supposons que tous les pays occidentaux confondus représentent 41% au minimum des 147 firmes formant le noyau central du système. (les 50 premières mondiales dont 15 systémiques moins la banque Lehman qui a disparu et la Chine qui est du Sud, plus les 13 banques systémiques restantes = 61 sur 147).

Cette unité du capital financier mondial induit une division mondiale du travail, qui a été évidente au moment du tsunami japonais il y a un an ; la défaillance d'une usine ayant entraîné

le blocage de la production mondiale d'automobiles. Cette unité induit un " made in monde " bien réel et sous entend une socialisation mondiale du travail.

## La financiarisation, nouveau stade du capitalisme !

La constitution de ce capital financier mondial représente un stade particulier dans l'histoire du capitalisme depuis 3 siècles. Nous y voyons le 3° stade, après le capitalisme de libre concurrence (1° stade), vite dépassé, au cours du 19° siècle par le stade monopoliste et impérialiste (2° stade) qui a traversé tout le 20° siècle.

A chaque fois la mutation a pour motif la baisse du taux de profit à un stade donné. C'est l'obsession continue des capitalistes. Le développement de la productivité sociale du travail, nécessite une masse croissante de capital pour mettre en œuvre la même quantité de force de travail et extraire la même quantité de surtravail. Le taux de profit est déterminé par le rapport de la plus-value à la valeur totale du capital investi dans la production.

L'expansion du capital, qui voit s'élargir son champ d'action, l'apparition des monopoles, qui produit l'émergence d'impérialismes rivaux et plus tardivement celle des superpuissances découle de cette obsession. La financiarisation (3° stade) est le produit de cette obsession. Elle intervient au moment où le capitalisme est mondialisé. Il ne s'agit pas d'une orientation parmi d'autres, d'une dérive due à la méchanceté particulière de quelques financiers, elle est une obligation pour sauver le taux de profit des capitalistes mondiaux. (celui des 147 firmes).

Il s'agit d'une désertion organisée des capitaux de la sphère productive vers la sphère financière. Contingenter la masse de capitaux rentrant dans la production et canaliser tous les autres vers une autre utilisation, la financiarisation. - Canaliser : d'où l'importance des " tuyauteries " que sont les banques.

Les particularités qui en découlent : parasitisme, pourrissement, spéculation, racket, à un niveau jamais atteint. On peut s'en faire une idée :

- Sur les masses en jeu : en 2005 le FMI chiffrait à moins de 3% du total des transactions financières, la part des transactions liées à la sphère productive. 51 téra-dollars (un téra dollar = mille milliards de dollars) contre 1972 pour la financiarisation (marchés des dérivés : 1406,

et marché des changes : 566).

- Sur la logique : la liquidité financière contre le capital productif, qui met à mal le credo des capitalistes depuis l'aube du système, sur : le mécanisme de formation des prix et surtout sur la valeur marchande, fondée sur le temps de travail, comme seule mesure et source de la richesse. Depuis la grande déréglementation financière du milieu des années 80, les actionnaires ont inventé le " mark to market ", la liquidité financière " minute ". Elle leur permet dans le cadre de cette désertion du productif de valoriser leurs titres à une valeur de marché instantanée, sans avoir à assumer les risques et le temps liés à tout investissement productif. Elle ouvre toute grande les portes de la spéculation, le tout estampillé par " l'opinion du marché ", c'est-à-dire celle d'un petit cercle d'actionnaires mondiaux, dont le réflexe unique est le mimétisme autoréférentiel. " Que vont faire mes voisins actionnaires dans le quart d'heure ou dans la journée ? " (cf. André Orléan dans " L'empire de la valeur " au Seuil, 2011).

On découvre au passage que leurs titres de propriété leur brûlent les doigts. En 1960 aux USA, la durée moyenne de détention d'une action par le même actionnaire était de 7 ans, en 2005 elle n'est plus que de 7 mois. Depuis le phénomène s'est accentué.

- Sur les ravages : elle est à l'origine de toutes les crises depuis 20 ans : celle du SME en 92/93 avec le coup juteux de Soros contre la livre anglaise, celle de 95 au Mexique, celle de 97 en Asie du sud-est, celle de Russie en 98, celle d'Internet en 2000, celle d'Argentine en 2002, celle d'Enron en 2004 et celle des subprimes en 2007. Bulles et krachs se succèdent à un rythme d'enfer jusqu'à l'implosion centrale de 2008.

La financiarisation met à nu : - les limites de la propriété du capital à travers la frénésie à acheter ou vendre leur titres sur un très court laps de temps. - le refus du risque à travers la titrisation et le marché des assurances et sur-assurances avec les dérivés.

La financiarisation marque la fin de l'époque précédente, celle des impérialismes, des superpuissances et celle de la contradiction Nord/Sud. Contradiction qui a vu la victoire des pays et des nations du Sud sur la poignée de grandes puissances impérialistes (Grande Bretagne, France, USA, Allemagne, ... Japon), puis sur les deux superpuissances URSS et USA, et sur les USA seuls pour finir. Découlant de cette victoire, la phase de mondialisation capitaliste au cours des années 90 et 2000 a permis l'intégration de beaucoup d' " entrants " nou-

veaux, dans le système. Elle a bien sûr aggravé pour tous les capitalistes, Nord et Sud, confondus, l'obsession du taux de profit.

La financiarisation a aussi donné un coup de fouet à toute la finance " sale ". L'économie souterraine a grossi avec le stade financieriste.

### **L'implosion de 2008 et ses conséquences !**

---

La financiarisation torpille la fonction historique du capital et remet en cause la société édifiée sur cette fonction et la classe sociale qui la dirige. Avec ce stade particulier, c'est toutes les catégories capitalistes qui sont minées. De la " destruction créatrice " chère à Schumpeter, il ne reste que la destruction. C'est le krach de 2008 avec toutes ses conséquences. Le monde de la valeur marchande implose. C'est capitalisme et barbarie ! La question de la propriété bourgeoise devient une question de vie ou de mort pour des peuples entiers, comme on le voit à travers la situation en Grèce. La bourgeoisie ne peut pas invoquer un cataclysme inopiné, accidentel, aucun contexte de rivalités exacerbées entre les vieux et les nouveaux " entrants " dans le système, qui aurait débouché sur une guerre globale, mais tout simplement les conséquences de l'orgie financieriste et, ironie de l'histoire, à propos d'une bulle, celle des subprimes, née et partie des USA. Les " artificiers " responsables de l'implosion ne s'appelaient pas Ben Laden, Carlos ou Baader. Le dernier " remède " miracle pour sauver le taux de profit, celui du 3<sup>e</sup> stade, la financiarisation, fait tout simplement imploser le système.

Conjuguée à l'effondrement prévisible de la dernière superpuissance, épuisée par le bushisme, l'implosion appelle du point de vue des capitalistes centraux et mondiaux des mesures d'urgence.

### **La grande urgence du capital !**

---

Tenter de re-stabiliser le système capitaliste mondial, en premier lieu son centre dirigeant, le capital financier mondial. Pour cela il lui faut tenter une vaste régression qui comporte deux volets : - se redonner des marges au niveau " productif " en s'attaquant au coût du travail, niveler vers le plus bas le prix du travail nécessaire, le salaire de la force de travail ;

- se réappropriier la totalité du " surplus

social ", dont la base est le " surtravail " des producteurs directs, et qui a été un enjeu majeur des luttes sociales du 20<sup>e</sup> siècle. Finis les prélèvements sur le profit capitaliste. Ce qui revient pour tous les Etats en place à ne garder parmi toutes leurs prérogatives que le gourdin contre les masses.

Pour y arriver, une grande collusion Nord/Sud est nécessaire. Y a-t-il d'autres moyens ?

### **Financiarisation, régulation, étatisation !**

---

Au lendemain de l'implosion de 2008, un super Roosevelt, (pour les écologistes, un Roosevelt " vert ") était-il possible ? C'était ignorer la rupture entre le stade impérialiste d'hier et celui de la financiarisation avec ses particularités.

Toutes les mesures de remise au pas des financiers américains en 1932 et 1933 s'inscrivaient dans la perspective d'un redéploiement prévisible du capitalisme américain au niveau mondial. Ce que la 1<sup>re</sup> guerre mondiale avait amorcé et révélé, à savoir le déclin irréversible des impérialismes britannique et français, la 2<sup>e</sup> guerre mondiale allait le parachever, à travers, certes, la victoire provisoire de l'Allemagne nazie sur l'Europe continentale, mais que les USA et leurs financiers de l'époque se préparaient à balayer (avec le concours de bien d'autres forces, le front antifasciste mondial et l'URSS en particulier) pour devenir et pour longtemps le seul impérialisme occidental qui compte, la superpuissance qu'ils deviennent dès 1945.

C'est parce que l'impérialisme américain avait un long avenir devant lui que les financiers de l'époque ont pu " rentrer " dans le rang, leurs profits étaient garantis par le " remède " impérialiste. C'est au cours de la période, celle de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et immédiatement après, que leur taux de profit a été le mieux assuré.

Toutes les références depuis 4 ans, concernant les solutions qui avaient vu le jour au lendemain de la crise de 1929 sont caduques. C'est parce que l'impérialisme du Nord, avec ses différents protagonistes, au fil du 20<sup>e</sup> siècle, a été battu par le Sud que la financiarisation s'est imposée comme un stade particulier dans l'histoire récente du système.

Défendre l'idée d'une super régulation, actuellement, c'est demander aux capitalistes de se suicider.

Ou, ce qui revient au même, espérer un super Brejnev, éliminant tous les capitalistes privés par une étatisation mondiale du capital.

Là encore un " remède " plus que douteux pour sauver le taux de profit. Sans compter tous les dégâts collatéraux, totalitarisme... Cette option étatique s'inscrivait dans le cadre d'une expansion impérialiste. Le taux de profit en interne à l'URSS avec l'étatisation du capital a au contraire plongé très tôt et produit une stagnation qui n'a pu perdurer 30 ans que par sa dimension impérialiste, très directement sur les pays du glacis qui étaient assujettis et pillés et sur de nombreux pays et peuples du monde. Y a-t-il un candidat et une base de masse pour cette hypothèse ? Même les dirigeants chinois ou russes actuels dont le profil se rapproche le plus du Brejnev d'hier, ne proposent pas cette solution.

Ni super Roosevelt, ni super Brejnev, c'est la raison pour laquelle il ne peut pas y avoir de purge, de grande lessive, en interne au système, si ce n'est s'en prendre aux peuples et au monde du travail, dans une guerre d'une toute autre nature que celles du passé. Mais il n'est pas inutile d'éclaircir ce point.

### **Quelle guerre est " la " solution pour les capitalistes ?**

Un proche nous dit : " les capitalistes vont faire comme ils ont toujours fait, certains vont se débrouiller pour aller casser l'appareil de production et les forces productives de leurs rivaux. Les motifs de rivalités et de cassure entre eux ne manquent pas ! Sous entendu, les vieux capitalistes du Nord se coalisent et vont se " frier " avec la coalition des derniers " entrants " du Sud. D'ailleurs regardez l'intervention occidentale en Libye en 2011, cela rappelle des choses, Mussolini en Ethiopie... Moyennant quoi, le taux de profit dans la production sera de nouveau assuré par le ou les gagnants et l'implosion de 2008 ne sera plus qu'un mauvais souvenir pour les capitalistes gagnants ! "

Est-ce que les capitalistes peuvent revenir à l'époque impérialiste ? Ceux du Nord contre le Sud ont déjà pris leur " pile " ! Bush a voulu faire du " rab ", il a perdu !

Si la question du taux de profit se résumait à se recréer des " occasions d'investissements productifs ", les capitalistes avaient et ont encore tout sous la main et sans passer par une guerre. Au moment de la chute du Mur, un nouveau plan Marshall vis-à-vis de l'Est, une fois l'URSS disparue, a-t-il vu le jour ? Ce plan n'a jamais eu lieu ! Une " occasion productive " perdue !

Quand Clinton est arrivé à la Maison Blanche en plein essor de la mondialisation capitaliste, certains de ses proches ont évoqué l'idée d'un vaste plan de développement pour l'Afrique. Là encore, une " occasion productive " qui est restée dans les cartons, et qui ne nécessitait aucune guerre mondiale. Pourquoi ?

Parce qu'à partir d'un certain seuil de son expansion, le capital lui-même supprime ses propres possibilités. Au-delà d'un certain point, le développement des forces productives devient une barrière qu'il ne veut et ne peut pas franchir. Le système devient un obstacle pour l'expansion des forces productives du travail, parce que ce n'est plus rentable pour les capitalistes. La masse de capitaux à investir pour une quantité donnée de travail et pour extraire une quantité donnée de surtravail est telle que le taux de profit ne peut que décliner.

Pourquoi actuellement, dans tous les pays du monde, le nombre de travailleurs disponibles, instruits et prêts à travailler, dépasse de très loin la demande de travail vivant du capital ? Parce que les capitalistes sont méchants ? Non, parce que ce n'est pas rentable pour eux !

Même dans l'hypothèse de la " table rase ", après conflit armé, la question du taux de profit se reposerait dans les mêmes termes qu'aujourd'hui.

Précisons aussi que l'implosion de 2008 ne vient pas d'une contradiction entre les capitalistes " développementalistes ", ceux qui voudraient faire leur profit dans le " productif " et les " financieristes ". Tous les capitalistes qui comptent au niveau mondial (dans les 147 firmes) ont d'emblée " les deux casquettes ", ils couvrent les deux secteurs, productif et financier. Chaque firme a ses deux secteurs et les 147 firmes forment le capital financier mondial.

Ce débat vient d'une double confusion.

- sur une soit disant " solution classique " pour les capitalistes qui consiste à casser des forces productives pour résoudre tous leurs problèmes ;

- sur l'origine des 2 guerres mondiales de la période précédente.

C'était le double monopole : monopole industriel plus monopole de riches colonies (ou sphères d'influence privilégiée) que possédaient et la Grande Bretagne et la France, qui est l'enjeu en 1914. Ce double monopole leur permettait une " exportation de capitaux " et donc une " désertion " organisée (déjà) du capital excédentaire hors de la production métropolitaine pour non seulement garantir le taux de profit, et au passage se faire des surprofits.

Pour l'Allemagne qui ne possédait que le

monopole industriel, il n'y avait qu'un seul moyen si elle voulait accéder au stade de l'exportation de capitaux, il impliquait un repartage des colonies par la violence, puisque tout le globe était déjà partagé. Dès lors pour sauver leur système les impérialistes britanniques, français, allemands et un peu en retrait, américains, (ils ne rentrent en guerre qu'en 1917) ne pouvaient pas ne pas faire la guerre. L'armistice de 1918 et le traité de Versailles de juin 1919, loin de régler le problème, vont amener l'Allemagne, avec de nouveaux moyens, le fascisme, à reposer le même enjeu en 1939. Le fascisme a donné une autre dimension à cette guerre, mais le point de départ est le même qu'en 1914.

Le dernier point à propos des dangers de guerre globale et qui souligne la rupture entre le stade impérialiste d'hier et le stade financieriste actuel, c'est la question de la capacité de corruption d'une fraction des masses pour le compte du capital. Une des particularités de la financiarisation tient précisément au fait qu'elle sape définitivement toute possibilité de soudoyer quelques parties supérieures des peuples que ce soient. Elle sape toute possibilité de voir ré-émerger un courant opportuniste durable au sein des peuples et du monde du travail. Pour la première fois, il n'existe aucune base objective, contrairement aux "miettes" qui tombaient de "la table" impérialiste, (aristocratie ouvrière, classe moyenne centrale) pour que le monde du travail se divise. La scission du prolétariat mondial, liée à l'impérialisme, que Lénine pointait dès 1916 est derrière nous.

Ceci étant dit, il existe des foyers de tension. Le chaos qui touche le système génère des effets collatéraux imprévisibles. La vigilance est nécessaire, mais comme autrefois, nous disons : " Nous ne voulons pas la guerre, mais nous n'en avons pas peur ! ". L'acharnement des Etats occidentaux contre l'Iran et son nucléaire, l'attitude d'Israël et ses provocations toujours possibles, les occasions de dérapage... ne manquent pas, et les armes encore moins. Mais ces possibilités appartiennent au passif de l'ancienne période, impérialiste, elles ne découlent pas des caractéristiques de la financiarisation, et ne constituent pas "la" solution obligée à l'implosion de 2008. La guerre qui est devant nous est d'une toute autre nature, c'est le choc frontal mondial entre le 1% et les 99%, mis en évidence, entre autre, par le mouvement des indignés américains, " Occupy Wall Street ".

## **La collusion Chine / USA l'emporte sur la rivalité !**

A la veille du deuxième G20, en avril 2009, les dirigeants chinois avaient soulevé la question du rôle international du dollar, depuis plus rien ! Au moment de la perte du triple " A " des USA en août 2011, les deux vice présidents, Xi Jinping et Joe Biden se sont rencontrés à Pékin et ont déclaré avoir des "intérêts communs".

En mars 2011 les Chinois n'ont pas bloqué à l'ONU la résolution 1973 qui a permis l'intervention occidentale en Libye. Depuis, malgré les commentaires qui parlent d'un retour de la " guerre froide ", Chinois et Russes font tout pour soutenir Assad en Syrie, et cela arrange bien les USA. L'essentiel étant dans les deux cas, Libye et Syrie, de tenter de casser définitivement le Printemps Arabe. La collusion se fonde sur une même peur des peuples.

On peut parler de " répartition du job " entre Chinois et Américains. D'où l'absence de candidat unique du Sud pour la direction du FMI en juin 2011. FMI mobilisé pour remettre de l'ordre dans la partie occidentale du capital financier. Le même scénario se dessine pour la direction de la Banque Mondiale, qui se pose courant 2012.

La visite de Xi Jinping qui vient d'avoir lieu aux USA avant de devenir le n°1, dans son pays, rentre dans le cadre de cette collusion.

L'immobilisme de la Chine vis-à-vis de la division des 2 Corées rentre aussi dans ce cadre. Les 2 Corées, seules, sont prêtes depuis quelques années à faire des pas l'une vers l'autre. La réunification bousculerait le dernier argument pour le maintien de la présence militaire américaine dans cette région. Et par ricochet entretient le nationalisme chinois, seule idéologie des dirigeants de Pékin.

A la base de la collusion, il y a les réserves en dollar de la banque centrale chinoise, l'interdépendance économique et financière entre eux, l'intrication du capital financier mondial. Malgré le déclin de la superpuissance américaine et malgré l'implosion de 2008 qui est venue la mettre " KO debout ", les dirigeants chinois loin d'en profiter pour lui " mettre la tête sous l'eau ", sont obligés de ménager l'agonisant.

Le monde que les USA ont fait s'est écroulé et celui que la Chine aurait voulu est bousculé par une urgence, qui fonde cette collusion. Tenter de re-stabiliser la fonction économique du capital, mis à mal par la financiarisation et son implosion.

Cette urgence se fait avec des superstruc-

tures politiques et étatiques en décalage avec l'unité du capital mondial. Elles portent les stigmates de l'ancienne période, celle de la contradiction Nord/Sud. (La notion de superpuissance appartient au passé, ainsi que tous les regroupements du Sud, type BRICS, Asean, Mercosur, OUA, Ligue arabe...) A rester focalisé sur ces superstructures, on risque de passer à côté du choc frontal, de la guerre sociale mondiale qui est devant nous, entre le 1% et les 99%.

## 1% contre 99% !

---

Ce choc frontal implique au Sud la fin de l'émergence qui permettait des retombées économiques et sociales positives pour les peuples. La classe moyenne du Sud a fait le plein. Par ailleurs l'augmentation du prix de la force de travail qui a encore eu lieu de la part des bourgeoisies du Golfe, marocaine et algérienne, courant 2011, pour riposter et tenter d'endiguer le Printemps arabe est faite. Les " 30 Glorieuses " du Sud tourment court. Les seuls dirigeants du Sud qui ont répondu positivement au Printemps arabe sont les dirigeants de la Turquie. Pour la Chine et la Russie, ils se sont positionnés contre et tous les autres poids lourds, Inde, Brésil, Afrique du Sud, sont sans voix.

Les perspectives du Millénaire pour éradiquer la pauvreté dans le monde sont battues en brèche. La courbe du nombre de pauvres qui attestait d'une amélioration réelle liée à l'émergence du Sud s'est inversée après 2008.

Au Nord, c'est une vaste régression qui se met en place. Revenir comme le soulignait Stéphane Hessel dans sa brochure " Indignez-vous " sur les acquis de la Libération, mais plus encore, à la situation ante, avant toute forme organisée du mouvement social. Ce qui se passe en Grèce constitue un banc d'essai.

## Les limites de la politique !

---

Entre les superstructures politiques usées, la nécessité de stabiliser le système, la restructuration de la partie occidentale du capital financier mondial, qui a impliqué un bras de fer entre les banques anglo-américaines d'un côté et celles d'Europe continentale de l'autre, le tout, sur fond de récession occidentale, nous vaut une crise dite de la dette souveraine et de l'Euro depuis deux ans en Europe.

Ce qui en ressort : les " politiques " s'effa-

cent pour laisser monter au créneau et utiliser à plein toutes les structures technocratiques qui par définition n'ont aucun compte à rendre aux peuples d'Europe.

La Troïka : FMI, Banque Centrale Européenne, Commission Européenne sont désormais les décideurs en Europe. Papandréou en Grèce et son idée de référendum ont été éliminés au profit d'un technocrate de Bruxelles, Papadémós ; même chose en Italie avec l'arrivée de Mario Monti. La liste n'est pas close.

Voilà le rôle de l'Europe ! Un démenti cinglant à tous ceux qui, comme nous, pensaient que l'Europe était moribonde. Elle retrouve une deuxième vie dès lors qu'il devient de plus en plus difficile d' " habiller " en " intérêt général " les intérêts privés du 1% mondial.

Cette utilisation des structures technocratiques, hors de toutes contingences électorales, est globale et recoupe tout le fatras de conceptions défendues par un Attali. Son gouvernement mondial est la fusion du G20 et du Conseil de Sécurité de l'ONU ! Quand on l'interroge sur le départ de Papandréou et son idée de référendum, il se contente de répondre que " la démocratie, ce n'est pas faire n'importe quoi " !

Tout cela donne une idée assez précise sur ce qui se profile pour l'ensemble des peuples. Nous citons Attali, mais nous pourrions également citer sur Internet " La Lettre Européenne d'anticipation politique 2020 ", qui ne cesse de vanter les grandes avancées de l'Euroland depuis deux ans.

En clair, tout ce qui constitue le gotha de la finance, à travers les banques privées de dimension mondiale, les banques centrales et les structures bureaucratiques qui en émanent comme le comité de Bâle ou le CSF..., est directement à la manœuvre pour diriger les différentes zones du monde.

Pourquoi ? Parce qu'il y va de l'avenir de la fonction du capital, mis à mal par la financiarisation. Le capitalisme financiarisé scie la branche sur laquelle il est assis depuis 3 siècles. Et du coup met en sursis l'univers de la valeur et la propriété privée du capital.

Une fonction économique et sociale est à la base de toute domination politique à l'échelle d'une classe sociale pour une période historique. L'illusion consiste à croire que les conditions politiques sont la cause déterminante de cette fonction. Dans les rapports entre classe sociale et politique, la classe est le soubassement décisif, parce que cette dernière porte et développe une fonction économique et sociale qui est le produit des forces productives à un moment donné.

La deuxième illusion consiste à croire que la politique peut servir à restaurer la fonction en déclin. L'ultime illusion est de croire que dans ce rafistolage politique qui se résume à un simulacre de démocratie comme avec la campagne des présidentielles, l'habillage des intérêts privés du 1% puisse trouver l'ombre d'une convergence avec ceux des 99%. De la part des " politiques " c'est prendre les électeurs pour des " imbéciles utiles " ! Vive l'abstention !

## **La fonction économique et sociale manquante !**

Celle qui permettrait de libérer la production de toutes les entraves que le capital et sa financiarisation lui imposent. Permettre son redémarrage global. Libérer toutes les forces productives et tous les pouvoirs productifs existant. Libérer de quoi ? Du critère de la valeur marchande, ou ce qui revient au même, du critère du profit et des aléas de son taux, du rapport social que constitue la propriété bourgeoise du capital (propriété foncière comprise).

Libérer, coordonner, connecter, développer le monde de la production sans le critère de la valeur mais sur celui de l'utilité pratique, en fonction des besoins des 99%, en tenant compte des effets pervers connus et en étant en mesure d'apprécier et de moduler le rapport général de la production avec le monde physique.

Permettre par le retour au travail et l'entrée dans la production non seulement à des millions d'hommes et de femmes de vivre avec un revenu stable (en définissant un salaire minimum mondial) mais à l'ensemble de la population humaine productive de travailler moins longtemps.

Résoudre et dépasser les stigmates du monde de la valeur, à savoir :

- aucun peuple ne peut se décharger sur d'autres de sa part de travail productif et à terme, dans un processus s'inscrivant dans la durée et démocratique, aucun individu en âge de travailler idem, (là encore cela implique de fixer un âge mini et maxi pour travailler) ;

- toute la culture, au sens le plus large du terme, est marquée par ce détour de la valeur. Là encore, un processus s'inscrivant dans la durée et démocratique doit permettre d'éliminer les stigmates anciens et faire de chaque individu, un producteur et un concepteur universel.

Rupture avec la propriété bourgeoise, et le

monde de la valeur, pour permettre à l'ensemble des travailleurs de se comporter comme une force sociale mondiale intégrée, s'organisant comme telle. De telle sorte qu'ils n'aient plus à retrancher d'eux, à refouler ou à taire cette force sociale, collective, sous l'aspect de la force politique, des partis et de l'Etat, qui conduit à l'établissement d'une sphère dominante avec son armée de policiers et fonctionnaires, experts en " intérêt général " et vivant aux dépens de la société-monde.

La forme exacte que prendra la propriété collective est pour le moment secondaire. On sait ce dont on ne veut plus, la propriété privée actuelle et/ou l'étatisation du capital.

Répondre aux révoltés de la place Tahrir, le soir du 11 février 2011, qui aspiraient, non à briser leur éloignement de l'Etat et du pouvoir, mais leur isolement des hommes réels, des travailleurs et des peuples du monde, de la vie elle-même, de la vie physique et intellectuelle humaine. Permettre à tous une vie humaine plus immense que la vie politique, où l'homme réel est plus grand que le citoyen.

Cette fonction affleure pratiquement dès maintenant, elle se résume pour nous dans l'objectif du communisme démocratique, sans étape intermédiaire et sans pouvoir d'Etat mondial.

## **La classe ouvrière toujours qualifiée ! Elle n'a pas à rougir de son passé !**

Dans le rapport Capital/Travail, si la classe ouvrière mondiale s'attaque à la fonction du Capital, elle est contrainte de bousculer l'autre terme du rapport, le travail salarié, lié lui aussi au monde de la valeur. C'est ce qui la qualifiait hier pour diriger le mouvement révolutionnaire, c'est toujours ce qui la qualifie pour promouvoir la fonction manquante. Le contexte a changé. L'univers de la valeur donne des signes évidents de fatigue et patauge de krach en krach dans des contradictions insolubles.

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, avec le stade impérialiste, elle s'est retrouvée divisée. Les bourgeoisies des grandes puissances ont pu corrompre sa partie supérieure.

Les tentatives révolutionnaires ont eu lieu dans quelques périphéries avec le mot d'ordre de " dictature du prolétariat " et l'essentiel des luttes contre l'impérialisme se sont faites avec celui de " démocratie nouvelle ". (Concept de Mao en pleine lutte contre l'impérialisme japo-



nais en janvier 1940, et qui précisait que, bien que minoritaire, la classe ouvrière pouvait prendre la tête d'une lutte qui n'était pas directement pour la révolution socialiste, parce que seule l'idéologie ouvrière et communiste pouvait être le ciment pour unir toutes les forces d'une nation, la paysannerie et la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme et ses quelques relais locaux).

Sur ces deux mots d'ordre, elle n'a pas à rougir de son passé !

Sur le front de l'impérialisme : elle a globalement fait le " job " avec succès, même si sur la fin, elle a davantage utilisée la religion comme ciment (nous y reviendrons). Le capitalisme mondialisé avec la situation d'émergence du Sud même si son avenir est compromis par la financiarisation à présent, n'aurait jamais eu lieu si l'impérialisme avait duré. Que les bourgeoisies nationales du Sud aient réussi momentanément " à tirer les marrons du feu " de toute cette période de luttes n'infirme ni ne détruit le bien fondé de cette stratégie ouvrière qui a traversé le 20<sup>e</sup> siècle. Le résultat est là, l'avant dernière superpuissance, l'URSS, est morte et la dernière, l'US, mord la poussière.

Stratégie qui a permis dans les pays occidentaux de mener la lutte antifasciste et qui a permis ensuite à la frange la plus radicale de la jeunesse et à la classe ouvrière la moins qualifiée, la moins installée, et immigrée, de tenir des positions anti-impérialistes sur les arrières de l'ennemi et de se démarquer durablement de leur bourgeoisie pour aborder la lutte contre le stade financiariste actuel, par exemple à travers le mouvement des indignés qui essaime.

Sur le front de la dictature du prolétariat : le développement que ce mot d'ordre a permis en URSS de 17 au début des années 50 et en Chine de 49 à 78, a fait beaucoup de morts, soviétiques et chinois, pour faire passer ces deux sociétés d'un monde rural et préindustriel à un monde industriel. C'est certain. Mais à population comparable, il y en a eu plus à l'Ouest pour effectuer le même développement. - Traite des Noirs, expropriation des paysans, enfants dans les mines ou attachés aux machines, aventures coloniales, décolonisation meurtrière. Des morts non comptés par ceux qui les ont faits, invisibles, commis en bonne partie chez les autres, loin des métropoles concernées.

La classe ouvrière mondiale, traversée un temps par l'angoisse justifiée, que toute nouvelle avancée vers le communisme ne débouche sur un régime totalitaire a fait le tri et le bilan. Elle sait ce qui a fait échouer le mouvement : l'arriération économique, les conditions féo-

dales, une idéologie pétrie de certitude et caricaturale, religieuse.

Du bilan de Staline et Mao, la classe ouvrière mondiale n'a pas à rougir dès lors qu'elle sait pourquoi et comment rompre avec toutes les méthodes totalitaires, qui ont émaillé ce développement. Dès lors qu'elle a entériné que ces méthodes seraient du fascisme pur si elles étaient reprises aujourd'hui. Elle a l'expérience, la connaissance, la volonté d'éviter ces dérapages et elle connaît les moyens de le faire : la démocratie partout et tout le temps, y compris la plus formelle, la tolérance, pour que communisme liberté et démocratie se conjuguent. Dès lors à elle de faire évoluer sa théorie pour l'émancipation en conséquence.

Sur ce que sont devenues par la suite ces 2 expériences, elle n'y est pour rien, et elle en a même été la première victime. L'arrivée de la nouvelle bourgeoisie soviétique tenait pour beaucoup au produit d'un développement des forces productives qui a été général, y compris en Occident, et qui s'est un temps cristallisé autour des couches de cadres techniques et bureaucratiques, hauts fonctionnaires, en rivalité avec les actionnaires donc indépendamment de tout pouvoir ouvrier.

Pour la Chine, l'arrivée en 78 de Deng au pouvoir marque la revanche de tous ceux que la révolution culturelle en Chine avait affolée. Revanche équivalente à celle d'un Thiers en mai 1871. Ceux qui ont choisi la facilité, l'appel aux capitaux américains et l'intégration au monde de la valeur. Monde qui à l'évidence avait encore une page blanche à écrire, en Chine et ailleurs.

## **De la place Tahrir au peuple-monde !**

Les révolutions égyptienne et tunisienne constituent ce que Badiou appelle " Le réveil de l'histoire " titre d'un livre qu'il a publié en octobre dernier (Nouvelles Editions Lignes) et dont nous encourageons la lecture. Nous sommes d'accord avec cette prise de position. Pour nous, ces révolutions ont une portée universelle à deux titres :

- le premier : c'est tout simplement le retour de la révolution, absente depuis la fin de la révolution culturelle en Chine en 76 et celles du Nicaragua et d'Iran en 79.

- le deuxième : la nature de la fusion populaire révolutionnaire, réussie, l'espace de quelques jours est porteuse d'avenir. Elle a réuni une fraction de la nouvelle classe ouvrière émergente (ses luttes les 3 dernières années en

Tunisie et en Egypte ont été un facteur décisif pour l'éclosion de ces révolutions) l'essentiel de la jeunesse, paupérisée, étudiante ou non, les chômeurs, les pauvres, les couches petites et moyennes-bourgeoises touchées par la crise, (l'absence de retombées positives de l'émergence du Sud ou subissant le racket du potentat local et la répression de son régime, la corruption).

Dans les deux cas, à Tunis comme au Caire, on a de façon fugace et embryonnaire l'acteur qu'il faut " construire " à l'échelle du monde pour vaincre le capital financier mondial, ce que nous appelons le peuple-monde.

Compte tenu du socle que la mondialisation capitaliste a produit : forces productives mondiales, nouvelle classe ouvrière émergente, production et division du travail mondialisées, loi de la valeur généralisée, unité mondiale possible de la classe ouvrière, il existe un " universel concret " pour aborder et la question de l'acteur et celle de la révolution mondiale.

L'une si ce n'est la principale particularité de la financiarisation tient au fait qu'elle crée les conditions objectives d'une convergence populaire, de l'émergence du peuple-monde, puisqu'elle n'offre plus aucune perspective d'avenir dans l'univers de la valeur à aucune couche du/des peuples ; que le déclassement, la paupérisation, la précarité, l'inverse de ce que le stade précédent, impérialiste, produisait pour un nombre assez conséquent de pays.

Le sarcasme de Marx : - lorsqu'il entendait le mot " peuple ", il s'attendait à une trahison, est dépassé ! Par contre quand il disait que " l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre ", oui ! L'humanité, pas un petit bout ! Le mot d'ordre : " Proletaires de tous les pays unissez-vous " peut s'ancrer au cœur d'un nouveau mot d'ordre : " Peuple-monde, affirme-toi ! "

Le problème posé par le Printemps arabe est celui de l'unité de rythme pour des peuples différents, coincés dans des ancrages étatiques, nationaux, religieux différents. C'est celui de " la masse critique " pour affronter le capital financier mondial et ses sbires. C'est celui de la constitution d'une majorité populaire massive, mondiale, indiscutable. C'est cette majorité populaire massive que nous voulons construire.

A l'échelle mondiale, avec tous ces découpages étatiques, nationaux, religieux, on est un peu dans la situation que notre pays a connue à la fin de l'Ancien Régime, quand il a fallu se débarrasser des 3 ordres : aristocratie, clergé, tiers-état, dont les deux premiers étaient

toujours gagnants dans les Etats Généraux contre le troisième. C'est un concept nouveau, la nation (et la souveraineté nationale) qui a permis de bousculer le vieux divage des 3 ordres. (A travers une petite brochure de Sieyès, " Qu'est-ce que le Tiers-état ? " qui pointait (et comptait) précisément la cible, l'aristocratie et le haut clergé, diffusée en janvier 1789).

Le peuple-monde, les 99%, est l'acteur et le souverain de demain. Son émergence passe par

- l'unité sur la définition de la cible, le 1%, la propriété bourgeoise du capital, la rupture avec la valeur ;

- l'unité sur le caractère de la révolution à faire, une révolution sociale mondiale pour le communisme démocratique sans étape intermédiaire et sans appareil d'Etat, mais avec une centralité minimale qui pourrait s'inspirer de la Commune de 1871 ;

- et une unité de rythme pour organiser un vaste Tahrir mondial, et un " Dégage " global et systématique contre le 1% et tous les appareils d'Etat encore debout.

## Que faire ?

---

Il y a une vie sans la politique d'Etat, sans le levier politique, sans les partis, pour les individus comme pour les organisations, révolutionnaires comprises. Il suffit d'entériner la non-repolitisation des masses depuis 30 ans, Nord et Sud confondus. Elle signifie quelque chose. Le " réveil de l'histoire " sur la côte sud de la Méditerranée en 2011 s'est fait à rebours de la politique.

Rejetons l'explication bien courte qui consiste à faire porter le chapeau au développement de l'individualisme, ce qui, même dans un Occident hier riche, n'expliquait rien, et ne constitue pas en soi ni une régression ni un frein, mais un palier dans l'histoire de l'espèce, au même titre que l'idée des Droits de l'Homme. Il reste que le dépérissement chaotique des Etats et de la politique, même si pour l'heure il concerne la bourgeoisie, a une portée qui dépasse de très loin le déclin immédiat de cette classe sociale.

Les masses n'ont pas envie d'être des moutons et prises pour tels. Elles savent d'expérience que ce ne sont ni quelques individus, ni les partis, ni les lignes, ni les héros ou les dirigeants même brillants, ni les Etats, fussent-ils prolétariens, qui font l'histoire.

Marx en analysant la Révolution Française, et le passage de Robespierre au pouvoir, faisait

déjà le constat que plus l'Etat est puissant, plus un pays est politique, moins l'Etat et son administration sont capables et disposés à s'attaquer aux contradictions sociales qui traversent la société qu'ils dirigent. Et pour cause, ils sont le produit officiel de ces contradictions.

On pourrait ajouter, étant donné que le principe de la politique c'est la volonté, plus grand est l'esprit politique, plus grande aussi est la volonté pour tenter d'enfermer toute la société, sous la violence de la sphère publique, étatique.

Sortons du dilemme des grands jacobins qui fut aussi celui des grands bolcheviks : " vertu ou terreur " sans risquer ni vouloir ou être taxé de vouloir la " corruption " !

Raisonnement dans ces termes c'est continuer à ne voir, comme le fait la pensée libérale depuis son origine, dans les 99%, le futur peuple-monde, qu'une collection disparate d'intérêts privés alors qu'il faut y voir une force sociale mondiale apte à s'auto-organiser, ici et maintenant. (C'est l'erreur que fait Badiou, dans un livre publié fin 2010 et qui a pour titre : " La relation énigmatique entre philosophie et politique " chez l'éditeur, Germina), (et c'est notre divergence avec lui).

Parce que la Vertu est passagère, on n'est pas Saint-Just à Valmy ou soldat de l'Armée Rouge sur le front de Stalingrad l'hiver 42/43, toute sa vie. On ne peut bâtir un mouvement révolutionnaire massif et durable sur une telle logique d'exception. C'est une vue élitiste.

Parce que la terreur, c'est " suicide mode d'emploi ", la vaine tentative d'étouffer le " principe " dont procède toute vie, politique, économique, sociale, intellectuelle, artistique, amoureuse... la société.

Quant à la corruption, ne nous trompons pas de cible, elle est pour l'essentiel du côté du 1%.

Il est possible de vivre, sans le " dédoublement " obligé : citoyen ou homme public d'un côté et homme privé de l'autre, on sait depuis longtemps que " l'émancipation politique " qui a été le produit, pour quelques pays, de la dissociation entre l'Etat et la religion à la fin du Siècle des Lumières, n'entraîne non seulement pas la fin de l'exploitation, mais au contraire l'a stimulé, toute l'histoire du capitalisme, en premier lieu occidentale, en atteste.

Non re-politisation des masses qui n'a pas empêché celles-ci de lutter. Au contraire, à la lumière du Printemps arabe, c'est quand les " politiques ", après avoir été complètement absents des grands rassemblements et affrontements décisifs, ont rappliqué que le mouvement

a reflué et s'est enlisé.

Comme Lénine en 1902, " On manque d'hommes et les hommes sont en masse " ! Le capitalisme mondialisé pousse un nombre toujours plus grand de gens dans la lutte, mais on manque d'organisations révolutionnaires aptes à saisir par exemple le sens et les acquis des révolutions arabes et à leur donner une perspective.

La fin du politique d'Etat ne signifie pas l'amoindrissement du rôle de " l'élément conscient ", ni n'implique de verser dans le spontanéisme, le syndicalisme, voire l'esthétisme.

Il suffit d'affirmer la nécessité d'une organisation dont le but n'est pas d'instaurer un nouveau pouvoir d'Etat, mais de pouvoir s'en passer définitivement, après avoir " dégagé " tous ceux qui existent encore.

Pour continuer le parallèle avec le Lénine de 1902, qui dénonçait l'économisme comme la maladie qui paralysait la mouvance révolutionnaire russe de l'époque et son unité, notre maladie à nous c'est le politisme. Nous rêvons de mouvements massifs mondiaux où " personne n'est le délégué de personne ", finis les mandats, les procurations, les -" tu parles bien, tu vas nous représenter ". C'est peut-être ce rêve qui a poussé Besancenot à ne pas être le candidat du NPA en 2012 ? Si c'est cela, il a eu raison. (même si Poutou a, malgré ou à cause de ses faiblesses, notre empathie).

Encore faut-il se sortir d'une analyse du monde fondée sur des contradictions surannées, comme celle que malheureusement Samir Amin développe à travers son livre (publié en février 2011 chez l'éditeur " Le Temps des Cerises ") : " La loi de la valeur mondialisée... pour un Marx sans rivages ". Il se trompe d'époque, il est resté rivé à sa thèse de doctorat, utile à l'époque, celle des années 50 et les suivantes, sur l'échange inégal et l'impérialisme !

1) Une organisation mondiale est nécessaire, qui puisse faire entendre sa voix, quelques soient les circonstances, y compris les plus répressives, par tous les moyens possibles, journaux, papier, électronique...réseaux sociaux... pour défendre et propager l'idée communiste démocratique, la fonction manquante. Les travailleurs et les peuples n'iront pas vers le communisme démocratique à l'insu de leur plein gré !

2) Une organisation qui participe à l'émergence du peuple-monde, aux dépassements des vieux ancrages, apte à faire ressortir par mille " révélations " cet universel concret qui

existe déjà. Qui serve à connecter et muscler tous les " indignés " du monde et toutes les places Tahrir dispersées. Qui propage l'abstention massive !

3) Une organisation qui s'attaque au palliatif, ciment provisoire, qu'ont constitué les religions sur la dernière phase de lutte de l'ancienne période. En 79 en Iran, en 80 avec Walesa et Solidarnosc en Pologne, contre le bushisme en Afghanistan, en Irak, au Liban... au cours du Printemps arabe.

Non parce que c'est mal au nom de la Raison universelle, une " vérité politique ", l'athéisme, ou la laïcité, mais tout simplement parce que les religions occultent la cible, le 1% ; ne dénoncent pas la propriété bourgeoise du capital financier mondial mais en vivent.

Dispersent, freinent, divisent ou laissent divisées les masses dans le choc frontal mondial des 99% contre le 1%. Ces religions sont trop petites par rapport à une hypothèse qui prend en compte la situation mondiale, avec ses disparités économiques, qui propose un projet global pour les 99% et qui s'appuie sur les faits et la science pour avancer et autant que de besoin se remettre en cause avec comme acteur le peuple-monde.

4) Une organisation qui initie l'idée, la rédaction et la diffusion d'une nouvelle déclaration universelle des Droits de l'Homme expurgée des références à la propriété bourgeoise, (contrairement à celle du Nobel de la paix, dont nous demandons toujours la libération, Liu Xiaobo, la Charte 2008), qui prenne en compte en matière de liberté et d'unité, celle du peuple-monde, le dépassement des ancrages étatiques, nationaux, religieux et l'idée d'égalité et de justice concernant la participation de tous au travail productif et à la création universelle dans l'avenir.

5) Une organisation qui prépare dès maintenant l'auto-défense du peuple-monde : repérage, des lieux sensibles, armes, stocks..., armement du peuple. Apte à " travailler " la troupe de base et isoler les états-majors...

6) Face aux urgences, c'est-à-dire l'écroulement des Etats comme en Grèce, une organisation qui aide les peuples concernés à " arracher le maximum " comme lors d'une faillite d'entreprise et à exiger la mise en place d'un plan social (arracher des sommes forfaitaires pour tous ceux qui à la base tirent leur seul re-

venu de l'Etat en faillite, exiger le démantèlement de la haute fonction publique, la fin du statut et des privilèges pour toutes les représentations nationales inutiles, exiger un Etat bourgeois bon marché avant de les balayer tous et de pouvoir s'en passer...). Dénoncer les cadeaux aux banques, comme les plus de 1000 milliards d'euro " donnés " par la BCE aux banques privées entre décembre dernier et mars. Dénoncer le racket de ces banques et organiser le refus massif d'assumer les dettes dites souveraines...

## Pour résumer !

L'initiative appartient au futur-proche peuple-monde et au cœur de celui-ci, à la classe ouvrière mondiale réunifiée.

Notre hypothèse tient compte de l'unité du capital financier, des caractéristiques du stade financiariste actuel, de son implosion en 2008 et des conséquences qui s'en dégagent : la collision Chine/USA et la vaste régression économique et sociale qu'elle appelle du point de vue de la bourgeoisie mondiale, prête à balayer tous ses acquis démocratiques pour se maintenir. Pour nous, c'est bien une révolution sociale mondiale qu'il faut préparer dès maintenant pour sortir du chaos et de la récession. Préparer les conditions d'une vaste place Tahrir mondiale pour initier un " Dégage " global à l'endroit du 1% et ses sbires.

Le bilan du passé est fait, les conditions pour une organisation ouvrière et populaire mondiale existent pour effectuer la rupture et aller vers le communisme démocratique. C'est l'idée qui a manqué au Printemps arabe jusqu'ici. Elle ne nécessite pas des surhommes, mais la coordination et l'unité de tous ceux qui dans et autour de la production constituent par leur travail une force sociale mondiale apte à s'auto-organiser en dehors et contre tous les " experts " et professionnels en " intérêt général ", qui se croyant indispensables, veulent continuer à vivre aux dépens de cette force sociale. Vivent la classe ouvrière et le peuple-monde, libérés du politisme et du palliatif religieux. En avant à travers la révolution sociale mondiale vers le communisme démocratique.

**MARX AGAIN**